

## COP26 : la morne plaine de Glasgow

La conférence de l'ONU sur le climat a abouti à un accord en demi-teinte, mais qui peut croire aux promesses de zéro émission quand elles ne s'accompagnent d'aucun mécanisme réel pour astreindre les pays à les respecter ?

Le CO<sub>2</sub> envahit l'atmosphère comme une baignoire qui se remplit d'eau. Peu importe qu'il ait été émis il y a un siècle ou dix jours : ce qui compte, c'est combien on en a accumulé au cours du temps. Les forêts, les sols et les océans en capturent une (petite) partie mais, malgré les fuites, la baignoire climatique se remplit irrésistiblement. Vient un moment où elle est pleine. Le monde a déjà consommé [86 % de son « budget carbone »](#) (le volume d'émissions de CO<sub>2</sub> qui permettrait d'espérer un réchauffement inférieur à 1,5 °C). Selon [les estimations du Giec](#), dans moins de dix ans, au rythme actuel, la baignoire débordera : nous serons irrémédiablement engagés vers une hausse des températures supérieure à 1,5 °C. Si l'on en croit les estimations des Nations unies, le réchauffement serait sur une trajectoire de hausse de 2,7 °C, dans l'hypothèse, qu'on ne peut s'empêcher de qualifier d'optimiste, que les Etats respecteraient les engagements pris après la COP21. Environ 2,5 milliards de personnes seraient directement frappées. En France, le bassin méditerranéen deviendrait invivable pendant l'été, les moustiques-tigres se multiplieraient, et [les vins raffinés du Bordelais perdraient de leur saveur](#) ... [« On est en train d'entrer dans une nouvelle ère » : comment le réchauffement change déjà la France](#)

ZEN : « zéro émission nette », tel est l'objectif qui a fini par s'imposer (et tel est aussi le titre d'un [livre de Fanny Henriot et Katheline Schubert](#), publié aux [Editions Rue d'Ulm](#), qui en fait la description chirurgicale). L'Europe et les Etats-Unis se sont engagés à l'atteindre à l'horizon de 2050. La Chine l'a fixé pour 2060 et l'Inde, dont ce fut [la principale annonce au sommet de Glasgow](#), en 2070. Selon les calculs de l'Agence internationale de l'Energie, ces engagements pourraient endiguer la hausse des températures à 1,8 °C, ce qui serait certainement une très bonne nouvelle au vu des conditions de départ. Mais qui peut croire à ces promesses quand elles ne s'accompagnent d'aucun mécanisme réel pour astreindre les pays à les respecter ?

Pour les économistes, la solution technique pour atteindre le ZEN est d'imposer [un prix plancher au carbone](#), pour forcer les calculs privés à intégrer le coût du désastre public. Elle permettrait aussi d'éviter un piège fatal : que la montée en puissance des énergies renouvelables fasse baisser le prix des énergies fossiles, contredisant l'objectif initial. La tarification du carbone n'est certes pas suffisante en soi. Il faut aussi des standards nouveaux, et surtout des pratiques innovantes qui montrent qu'une société non carbonée est possible et désirable. Mais, en l'absence de règles claires et contraignantes sur les évolutions à venir, on voit mal comment infléchir significativement les tendances actuelles. L'objectif, a priori simple, de mobiliser 100 milliards de dollars chaque année pour aider les pays pauvres à faire face à leurs besoins climatiques n'a même pas été atteint. L'Afrique, qui ne représente que 2 ou 3 % des émissions mondiales et 17 % de la population, doit réussir la double transition vers une énergie accessible à tous, qui manque encore, et propre, ce qui exigera des investissements considérables. A la fin du siècle, elle représentera plus de 30 % de la population mondiale. Le ZEN doit être global, en incluant dans les calculs ce tiers du monde en devenir.

[COP26 : « Les négociations climatiques se sont construites sur une vision naïve du monde »](#)

L'idée d'une taxe internationale sur le carbone serait évidemment une révolution, à laquelle on se refuse même de penser. C'est parce qu'ils savaient que la proposition d'une régulation mondiale était vouée à l'échec que les négociateurs de l'accord de Paris avaient (tactiquement) choisi une autre méthode, demandant à chaque pays de s'engager lui-même sur une trajectoire, et d'accepter de la réviser en cas de nécessité. Nous y sommes. La COP26 a inscrit la baisse (mais non la disparition) graduelle du charbon, le recul des énergies fossiles et du méthane dans sa résolution. Mais, pour tenir les objectifs annoncés à Paris le 12 décembre 2015, il faudrait baisser de 45 % les émissions de carbone avant 2030. La réalité est qu'elles vont probablement augmenter de 15 %. « Je suis sincèrement désolé », expliquait, la voix nouée, le président de la COP26. L'horloge tourne. A la COP36, il sera trop tard.

[Visualiser l'article](#)